

GREFFE du JUGE des LIBERTÉS
et de la DÉTENTION

ORDONNANCE

Hospitalisation sous contrainte

ORDONNANCE DE MAINLEVÉE
D'ISOLEMENT (Art L. 3222-5-1.
code de la santé publique)

Le 19 Septembre 2023

Dossier N° RG 23/02427 - N°
Portalis DB22-W-B7H-RSHM
N° de Minute : 23/2385

Devant Nous, **Madame Pauline DURIGON**, vice-président, juge des
libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Versailles,

DEMANDEUR

**Monsieur le Directeur du CENTRE HOSPITALIER THEOPHILE
ROUSSEL**

**M. le Directeur du CENTRE
HOSPITALIER THEOPHILE
ROUSSEL**

c/

régulièrement convoqué, absent non représenté

DÉFENDEUR

actuellement hospitalisé(e) au **CENTRE HOSPITALIER
THEOPHILE ROUSSEL**

*régulièrement avisé(e),
- non présent(e) téléphoniquement
- représenté(e) par Me Pauline PIETROIS CHABASSIER, avocat au barreau de
VERSAILLES*

PARTIE INTERVENANTE

Madame la Procureure de la République
près le Tribunal Judiciaire de Versailles

régulièrement avisée, absent non représentée

NOTIFICATION par courriel
contre réception au défendeur par
remise de copie contre signature

LE : 19 Septembre 2023

- NOTIFICATION par courriel
contre réception à :
- l'avocat
- monsieur le directeur de
l'établissement hospitalier

LE : 19 Septembre 2023

- NOTIFICATION par remise de
copie à Madame la Procureure de
la République

LE : 19 Septembre 2023

Le greffier



R
É
P

Monsieur [REDACTED]

[REDACTED] fait l'objet, depuis le 25 Novembre 2022 au **CENTRE HOSPITALIER THEOPHILE ROUSSEL**, d'une mesure de soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète, sur décision du directeur d'établissement, en application des dispositions de l'article L. 3212-1 du code de la santé publique, à la demande d'un tiers, Mère.

Vu l'article L.3211-12 et suivants et L.3222-5-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu le placement en isolement le 15 septembre 2023 à 23H49, par le docteur TIBERGHIEU, psychiatre du Pôle psychiatrie du **CENTRE HOSPITALIER THEOPHILE ROUSSEL**, renouvelé pour la dernière fois le 18 septembre 2023 à 9H49 par le Docteur DECKOUS MOUNTOU ;

Vu la saisine du juge des libertés et de la détention en date du 18 Septembre 2023 à 14h13 aux fins de maintien d'une mesure d'isolement, indiquant le souhait du patient d'être représenté par un avocat et d'être auditionné par le juge des libertés et de la détention

Vu les conclusions de Me [REDACTED], avocat de l'intéressé, reçues par courriel en date du 18 septembre 2023 à 18h23 aux termes desquelles, il sollicite la main-levée de la mesure d'isolement, la considérant irrégulière en ce que :

- l'hôpital ne justifie pas avoir avisé le curateur ainsi que la famille du patient, de la mesure d'isolement ;
- le registre est irrégulier en ce qu'il mentionne des prolongations d'isolement, qui ne sauraient constituer des évaluations puisqu'elles ne sont pas signées par les praticiens ;

Monsieur [REDACTED] a été entendu le 19 septembre 2023 et a indiqué qu'il estime que la procédure n'a pas été respectée, que le monde va mal, qu'il est à la MDPH notamment.

DISCUSSION

L'article L. 3222-5-1 du code de la santé publique prévoit que :

I.-L'isolement et la contention sont des pratiques de dernier recours et ne peuvent concerner que des patients en hospitalisation complète sans consentement. Il ne peut y être procédé que pour prévenir un dommage immédiat ou imminent pour le patient ou autrui, sur décision motivée d'un psychiatre et uniquement de manière adaptée, nécessaire et proportionnée au risque après évaluation du patient. Leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une surveillance stricte, somatique et psychiatrique, confiée par l'établissement à des professionnels de santé désignés à cette fin et tracée dans le dossier médical.

La mesure d'isolement est prise pour une durée maximale de douze heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au premier alinéa du présent I, dans la limite d'une durée totale de quarante-huit heures, et fait l'objet de deux évaluations par vingt-quatre heures.

La mesure de contention est prise dans le cadre d'une mesure d'isolement pour une durée maximale de six heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au même premier alinéa, dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre heures, et fait l'objet de deux évaluations par douze heures.

II. - A titre exceptionnel, le médecin peut renouveler, au-delà des durées totales prévues au I, les mesures d'isolement et de contention, dans le respect des conditions prévues au même I. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention du renouvellement de ces mesures. Le juge des libertés et de la détention peut se saisir d'office pour y mettre fin. Le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical.

Le directeur de l'établissement saisit le juge des libertés et de la détention avant l'expiration de la soixante-douzième heure d'isolement ou de la quarante-huitième heure de contention, si l'état de santé du patient rend nécessaire le renouvellement de la mesure au-delà de ces durées.

Le juge des libertés et de la détention statue dans un délai de vingt-quatre heures à compter du terme des durées prévues au deuxième alinéa du présent II.

Si les conditions prévues au I ne sont plus réunies, il ordonne la mainlevée de la mesure. Dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.

Si les conditions prévues au même I sont toujours réunies, le juge des libertés et de la détention autorise le maintien de la mesure

d'isolement ou de contention. Dans ce cas, le médecin peut la renouveler dans les conditions prévues audit I et aux deux premiers alinéas du présent II. Toutefois, si le renouvellement d'une mesure d'isolement est encore nécessaire après deux décisions de maintien prises par le juge des libertés et de la détention, celui-ci est s [REDACTED] quatre heures avant l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa précédente décision et le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical. Le juge des libertés et de la détention statue avant l'expiration de ce délai de sept jours. Le cas échéant, il est à nouveau saisi au moins vingt-quatre heures avant l'expiration de chaque nouveau délai de sept jours et statue dans les mêmes conditions. Le médecin réitère l'information susmentionnée lors de chaque saisine du juge des libertés et de la détention.

Pour l'application des deux premiers alinéas du présent II, lorsqu'une mesure d'isolement ou de contention est prise moins de quarante-huit heures après qu'une précédente mesure d'isolement ou de contention a pris fin, sa durée s'ajoute à celle des mesures d'isolement ou de contention qui la précèdent.

Les mêmes deux premiers alinéas s'appliquent lorsque le médecin prend plusieurs mesures dont la durée cumulée sur une période de quinze jours atteint les durées prévues auxdits deux premiers alinéas.

Les mesures d'isolement et de contention peuvent également faire l'objet d'un contrôle par le juge des libertés et de la détention en application du IV de l'article L. 3211-12-1.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent II.

III.-Un registre est tenu dans chaque établissement de santé autorisé en psychiatrie et désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé pour assurer des soins psychiatriques sans consentement en application du I de l'article L. 3222-1. Pour chaque mesure d'isolement ou de contention, ce registre mentionne le nom du psychiatre ayant décidé cette mesure, un identifiant du patient concerné ainsi que son âge, son mode d'hospitalisation, la date et l'heure de début de la mesure, sa durée et le nom des professionnels de santé l'ayant surveillée. Le registre, établi sous forme numérique, doit être présenté, sur leur demande, à la commission départementale des soins psychiatriques, au Contrôleur général des lieux de privation de liberté ou à ses délégués et aux parlementaires.

L'établissement établit annuellement un rapport rendant compte des pratiques d'admission en chambre d'isolement et de contention, la politique définie pour limiter le recours à ces pratiques et l'évaluation de sa mise en œuvre. Ce rapport est transmis pour avis à la commission des usagers prévue à l'article L. 1112-3 et au conseil de surveillance prévu à l'article L. 6143-1.

- sur la forme

Monsieur [REDACTED] a été placé à l'isolement le 15 septembre 2023 à 23H49 au Centre Hospitalier THEOPHILE ROUSSEL et renouvelé pour la dernière fois le 18 septembre 2023 à 9H49.

Il convient de relever que la saisine étant intervenue le 18 septembre 2023 à 14h30, le délai est connu et respecté.

Par ailleurs, il est justifié de la notification faite au patient de ses droits le 18 septembre 2023. Cette notification a été signée par le corps médical, le patient refusant de le faire. Il n'en demeure pas moins qu'il a été informé.

- sur le fond

Le Conseil du patient sollicite la main-levée de la mesure d'isolement, en ce que l'hôpital ne justifie pas avoir avisé le curateur ainsi que la famille du patient, de la mesure d'isolement.

Or, est versé aux débats un certificat médical appelé " information au Juge des libertés et de la détention relative à une mesure d'isolement " en date du 18 septembre 2023, dans lequel il est clairement indiqué que "l'information des personnes mentionnées à l'article L.3211-12 du code de la santé publique" a été effectuée.

Dés lors, le moyen sera rejeté, la famille du patient ainsi que le curateur ayant été informé du placement en isolement.

Par ailleurs, le conseil du patient fait valoir que le registre est irrégulier en ce qu'il mentionne des prolongations d'isolement, qui ne sauraient constituer des évaluations puisqu'elles ne sont pas signées par les praticiens. Ainsi, il n'est pas possible de vérifier la qualité de ces praticiens.

Il ressort du registre d'isolement qu'il n'est pas précisée la qualité de la personne qui a décidé de la prolongation de la mesure d'isolement. Il n'est pas précisé la qualité de médecin psychiatre sur le registre d'isolement de sorte que le moyen sera accueilli et il y a lieu de lever la mesure d'isolement dont fait l'objet Monsieur [REDACTED]

PAR CES MOTIFS

Statuant en chambre du conseil par décision susceptible d'appel,

Ordonnons la mainlevée de la mesure d'isolement de Monsieur [REDACTED] ;

Rappelons que « *dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.* » (Art. L. 3222-5-1 II alinéa 4 du code de la santé publique) ;

Rappelons que la présente ordonnance est susceptible d'appel devant le premier président de la cour d'appel de Versailles, ou son délégué, dans un délai de 24 heures à compter de sa notification. Le ministère public peut interjeter appel dans le même délai. La déclaration d'appel motivée est transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel de Versailles, qui en avise sur-le-champ le greffe du tribunal judiciaire.

Adresse : Monsieur le premier président - Cour d'appel de Versailles - 5, rue Carnot RP 1113 - 78011 VERSAILLES Cedex (télécopie : 01 39 49 69 04 - téléphone : 01 39 49 68 46 et 01 39 49 69 13).

Prononcée par mise à disposition au greffe le 19 Septembre 2023 à 14 H 40 par Madame Pauline DURIGON, vice-président(e), qui signe la minute de la présente décision.

Le juge des libertés et de la détention

